



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium 77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 23/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SEAPM**

49 bis av Franklin Roosevelt  
77210 Avon

Références : 25-1313  
Code AIOT : 0006511986

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement SEAPM implanté Carrière de Marolles-sur-Seine - D 411 77130 Marolles-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEAPM
- Carrière de Marolles-sur-Seine - D 411 77130 Marolles-sur-Seine
- Code AIOT : 0006511986
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEAPM exploite la carrière alluvionnaire de sables et graviers sur la commune de Marolles-sur-Seine. L'activité de ce site est autorisée par l'arrêté préfectoral n°07 DAIDD M 024 du 10 octobre 2007 et modifiée par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 13 avril 2018 et du 09 mai 2023.

La surface autorisée est de 256ha 13a 73ca.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

## 2-4) Fiches de constats

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Information du public	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 111-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	111-16 -2 Zone B	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 111-1 6 : Remblayage de la carrière	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Limitation des accès	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 111-17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article IV-3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a procédé à une visite inopinée du site.

Il a été constaté le jour de la visite la présence de remblais non conformes à ceux autorisés dans la carrière.

De plus, au cours de l'inspection, un camion de ravitaillement a été surpris dans la carrière en train d'effectuer le plein des engins hors aire étanche.

L'accès à la carrière en période d'activité n'est pas contrôlé. L'accès à la carrière en dehors de l'activité n'est pas matériellement interdit puisque les clôtures sont lacunaires et qu'il n'y a pas de portail.

Le chemin public n'est pas entretenu entre la zone de remblais et la zone d'extraction.

Aucun panneau d'affichage n'a été vu dans la zone B.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 111-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information du public
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut

être consulté.

**Constats :**

Il a été constaté le jour de la visite l'absence d'affichage.

Le panneau d'information a été retrouvé par terre près de la bascule sur la zone vie.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra remettre en place les informations relatives à l'exploitation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois



**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 111-1 6 : Remblayage de la carrière

**Thème(s) :** Risques accidentels, Remblayage de la carrière

**Prescription contrôlée :**

Le remblayage ne peut commencer que si le site est équipé d'un système de débouillage décrottage de roues de camions.

1) cas général :

Le remblayage ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux d'origine extérieure utilisés dans le remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux minéraux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont constitués de déblais de chantier à base strictement de terres et pierres naturelles issus de chantiers de terrassements préalablement identifiés excluant tout autre produit que les sols naturels non traités. Ils sont préalablement triés pour garantir cette qualité.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur.

Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée. L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones et les niveaux de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille.

L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier [...]

**Constats :**

Il a été constaté le jour de la visite sur site, la présence de remblais ne respectant pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Les remblais en surface présents le jour de l'inspection comportaient les débris de plastique, de pneus broyés, de matériaux de démolition tel que du carrelage et des morceaux de fer. Des câbles électriques ont également été constatés sur site.







**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit communiquer à l'inspection les informations sur les remblais mis en place et prouver du caractère inerte de ceux-ci.

En cas de non-respect du caractère inerte des matériaux, l'exploitant doit extraire les remblais non autorisés et fournir les bords d'évacuation de ceux-ci.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois



### N° 3 : Limitation des accès

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 111-17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès

**Prescription contrôlée :**

Durant les heures d'activité (cf. article 1-5), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. Une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverture ou d'exploitation, les casiers, les pistes, les éventuels convoyeurs s'ils ne sont pas intégralement capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier (distance entre panneaux de l'ordre de 50 m), sur les chemins d'accès aux travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé particulièrement le long des chemins ruraux. Le bon état des clôtures et pancartes fait l'objet d'un contrôle à minima semestriel. Un accès permanent et sécurisé est maintenu pour les parcelles enclavées dans l'emprise du site mais exclues du périmètre autorisé. (ferme du Moulin à vent)

**Constats :**

L'accès à la carrière n'est pas contrôlé.

Cet accès doit être matériellement interdit au public.

Le jour de la visite, il a été constaté l'absence de clôture solide et efficace dans les zones de chantiers. Une piste a été improvisée en contournant le portail, qui lui reste fermé avec une clôture sectionnée sur le côté.







**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra reprendre ses clôtures et refaire les accès.  
 Les engins doivent utiliser le portail d'accès et non passer à côté.  
 Le panneau de danger doit être revu pour indiquer les zones de danger sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois



**N° 4 : IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article IV-3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Approvisionnement des engins

**Prescription contrôlée :**

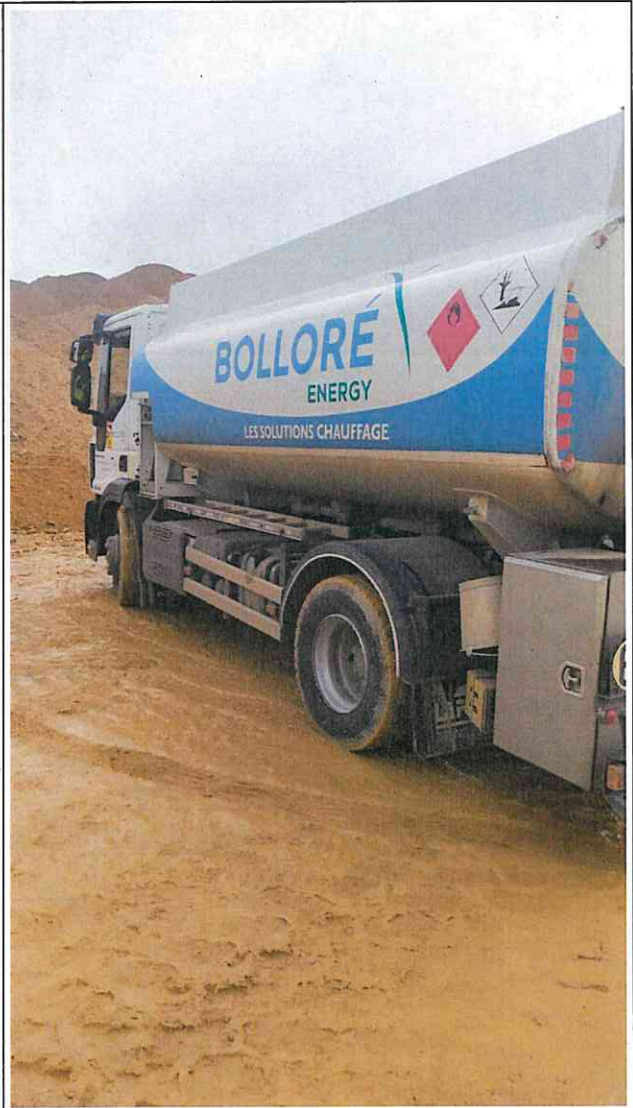
Une fuite sur un engin entraîne son arrêt immédiat. L'entretien des engins sera systématiquement réalisé à l'atelier ou sur l'aire étanche. Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels, il est réalisé autant d'aires étanches que nécessaire.

**Constats :**

Il a été constaté le jour de la visite, la présence d'un camion de carburant en train de procéder au ravitaillement des engins sur la carrière hors aire étanche.

Tous les engins en activité sur le site se sont retrouvés au même endroit afin de procéder au ravitaillement en carburant.

L'aire étanche n'est pas entretenue.







**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le ravitaillement des engins de chantier doit être réalisé sur aire étanche. L'exploitant doit réaliser autant d'aires étanches que nécessaire.

L'aire étanche de la base voie doit être remise en état pour accueillir les engins et les analyses du séparateur doivent être transmises à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois